

Les leçons des Midterms pour la France

Description

Les États-Unis ne sont jamais tout à fait notre modèle. Ils sont souvent notre miroir. Un miroir grossissant, parfois déformant, mais toujours éclairant.

Les élections de mi-mandat viennent de rendre aux démocrates le contrôle des deux chambres du Congrès. La vague a traversé les États traditionnellement disputés, puis débordé jusque dans des terres que les républicains croyaient acquises pour toujours. Mais le principal enseignement n'est peut-être pas dans le changement de majorité. Il est dans le réveil des électeurs.

Près de douze millions d'Américains supplémentaires se sont déplacés par rapport aux Midterms de 2022. La participation atteint l'un des niveaux les plus élevés depuis plus d'un siècle pour une élection de mi-mandat. Le vote démocrate a fortement progressé, quand le vote républicain, lui, ne s'est pas élargi.

Ce n'est donc pas seulement l'Amérique qui a changé d'avis. C'est une partie de l'Amérique qui a décidé de ne pas se taire, de ne pas accepter le choix des autres pour décider de leur quotidien, et d'aller voter.

Voilà la première leçon pour la France. Une élection n'est jamais remportée par le camp qui paraît le plus nombreux dans les conversations, sur les réseaux sociaux ou dans les enquêtes d'opinion. Elle est remportée par celui qui devient le plus nombreux dans les bureaux de vote. L'abstention n'est jamais neutre. Elle ne signifie pas : « Je ne choisis personne. » Elle signifie : « Je laisse les autres choisir pour moi. »

À moins de six mois de notre présidentielle, plusieurs sondages font apparaître comme possible, parfois même probable, un second tour entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. Un sondage n'est qu'une photographie, jamais une prophétie. Mais lorsqu'une photographie montre un précipice, il serait étrange d'attendre d'y tomber pour reconnaître le danger et réagir.

Les abstentionnistes de la gauche républicaine, du centre et de la droite républicaine doivent comprendre que le premier tour, le 18 avril prochain, ne sera pas un simple avertissement. Il sera un choix. Ils ne pourront découvrir le 19 avril que leur silence a placé les deux extrêmes en tête, puis

demander au second tour de réparer ce que leur absence aura rendu possible.

Mais mobiliser ne suffit pas. Il faut donner une raison de se mobiliser.

La deuxième leçon américaine tient dans un caddie, une facture d'électricité, un plein d'essence, une mensualité de logement ou un reste à charge médical. Près de neuf électeurs américains sur dix ont considéré le coût de la vie comme un élément important ou décisif de leur vote. Les prix de l'alimentation, de l'énergie, de la santé et des transports ont davantage pesé que les grands récits idéologiques.

Un bulletin de vote ressemble parfois à une facture difficile à payer.

Les Américains ne sont pas soudain devenus tous démocrates. Ils ont sanctionné un pouvoir qui leur parlait de grandeur alors qu'ils regardaient le prix du panier de courses. Ils ont refusé d'écouter un président qui leur disait « l'Amérique c'est moi ! ». Ils ont rappelé cette vérité simple : une nation peut rêver aux étoiles, mais ses citoyens doivent d'abord pouvoir remplir leur réfrigérateur.

En France aussi, l'élection se jouera sur la vie réelle. Le pouvoir d'achat. Les salaires. Les retraites. Le logement. La santé. La sécurité. L'école. La qualité des services publics. Mais aussi la dette, les déficits et la capacité à transmettre autre chose que des factures à nos enfants.

Il ne suffira donc pas de promettre davantage. Il faudra expliquer comment produire davantage.

C'est là que les populismes rencontrent leurs limites. Ils savent parfaitement désigner les souffrances. Ils savent beaucoup moins construire les solutions. Ils excellent dans l'addition des colères, rarement dans l'équilibre des comptes.

Jean-Luc Mélenchon propose mille mesures, le retour de la retraite à 60 ans et une rupture profonde avec notre organisation économique et nos alliances, notamment par une sortie progressive de l'OTAN. On ne restaure pourtant pas notre modèle social en asséchant les sources qui le financent. On ne réindustrialise pas un pays en décourageant ceux qui investissent, entreprennent, innovent et prennent des risques. On ne protège pas les travailleurs en organisant la fuite du travail et du capital.

Le collectivisme promet toujours de mieux répartir la richesse. Il commence trop souvent par oublier de la produire, et finit par s'accaparer les biens des autres.

En face, le programme de Marine Le Pen procède d'un populisme en miroir. Baisser la TVA sur l'énergie ou certains produits peut séduire l'oreille. Mais une baisse de TVA ne crée ni usine, ni innovation, ni productivité, ni salaire supplémentaire. Elle stimule la consommation, sans garantir que la France produira ce qui sera consommé. Ses positions sur les retraites ont longtemps varié et sa diplomatie demeure entourée d'ambiguïtés, notamment sur le soutien durable à l'Ukraine, malgré un récent durcissement, verbal, envers la Russie.

Les deux extrêmes diffèrent sur beaucoup de sujets. Ils partagent pourtant une méthode : flatter la colère, dissimuler la facture et promettre le choix sans le renoncement.

Il existe une autre voie.

Depuis 2020, je propose de supprimer sous un certain seuil, la CSG sur les salaires et les retraites, ce

qui rapproche de facto le revenu net du brut et augmente le reste à vivre, et de financer cette mesure par une hausse de trois ou quatre points du taux normal de TVA, en préservant les taux réduits sur les biens essentiels.

Il s'agit de moins taxer le travail et davantage la consommation. De redonner immédiatement du pouvoir d'achat à la France qui travaille ou qui a travaillé. De faire contribuer davantage les consommations élevées et les dépenses effectuées par les visiteurs étrangers. Une telle réforme devrait naturellement être précisément calibrée pour garantir le gain des petits salaires et des petites retraites et éviter tout effet inflationniste excessif.

Cette mesure n'est pas sociale parce qu'on lui donne ce nom. Elle l'est lorsque les plus modestes disposent, à la fin du mois, de davantage de ressources.

Encore faut-il l'expliquer. Encore faut-il parler aux citoyens comme à des adultes. Leur montrer ce qu'ils gagnent, ce que la mesure coûte, qui la finance et quels risques elle comporte. La politique de confiance ne consiste pas à promettre que chaque décision ne produira que des gagnants. Elle consiste à rendre les arbitrages lisibles et justes.

La troisième leçon des Midterms est justement celle que l'Amérique ne nous donne pas.

Les démocrates ont largement fait voter contre Donald Trump. Les républicains ont demandé de voter pour lui. Les uns comme les autres ont parlé du présent immédiat, de l'inflation, des scandales et du contrôle des institutions. Mais aucun camp n'a véritablement dessiné l'Amérique de 2030.

Or un pays ne peut vivre éternellement contre quelqu'un. Il doit vivre pour quelque chose.

La France ne se relèvera pas seulement en faisant barrage aux extrêmes. Un barrage empêche l'eau de passer. Il n'irrigue pas un pays. Il nous faut un récit collectif. Un récit qui modernise notre économie, réindustrialise nos territoires, restaure l'autorité, rénove nos services publics, transmet les savoirs, diminue la dette et redonne aux Français la conviction que leurs efforts participent encore à une œuvre commune.

À droite comme au centre, la bataille des egos a trop longtemps remplacé le combat des idées. Trop de candidats cherchent une place. Trop peu proposent un cap, et aucun des candidats actuels n'a réussi à créer l'envie.

Il est peut-être temps de se tourner vers un candidat expérimenté, enraciné dans les territoires, capable de parler à la France populaire comme à la France qui entreprend, et qui ne s'est pas compromis dans le macronisme, dans ses échecs ni dans son épuisement actuel.

Xavier Bertrand peut être ce candidat.

Non pas un homme providentiel. La République n'a besoin ni d'un messie ni d'une idole. Mais d'un responsable ayant exercé l'État, dirigé une grande région, affronté et battu le Rassemblement national comme LFI sur le terrain et compris que la réindustrialisation, la santé, le travail et la proximité ne sont pas des chapitres séparés : ils forment un même projet de reconstruction.

La Bible nous adresse cette injonction spirituelle : « Tu as le choix entre la vie et la mort. Choisis la vie. »

Choisir la vie, en politique, pour un électeur laïque, c'est préférer le travail à la rente, la vérité à la flatterie, la responsabilité à la colère, l'avenir à la nostalgie et la confiance à la peur.

Les Midterms américains nous rappellent enfin que l'Histoire n'est pas seulement écrite par ceux qui parlent le plus fort. Elle l'est par ceux qui se lèvent, se déplacent et votent.

Les 18 avril et 2 mai 2027, il ne s'agira pas seulement de choisir un président. Il s'agira de choisir ce que nous voulons encore devenir.

Savoir. Comprendre. Agir. Et voter.

Patrick Pilcer

Categorie

1. Opinions

date créée
9 novembre 2026